



# ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Procédure : 25040

### Acheteur

---

Collectivité Européenne d'Alsace

Adresse : Place du Quartier Blanc 67000 STRASBOURG

Direction opérationnelle / Service acheteur : Direction Routes Infrastructures et Mobilités

### Objet de l'accord-cadre

---

**Missions de coordination SPS - Phases conception et réalisation -  
Catégorie I, II & III**

### Date limite de remise des offres

---

**Date : 11 septembre 2025**

**Heure : 12h00**

Offre à déposer exclusivement par voie dématérialisée sur la plateforme :

[Alsace Marchés Publics](#)

# SOMMAIRE

<b>1. Objet de l'accord-cadre – Caractéristiques principales .....</b>	<b>3</b>
1.1 Objet de l'accord-cadre .....	3
1.2 Lieu d'exécution .....	3
1.3 Durée de l'accord-cadre .....	3
1.4 Reconduction .....	3
1.5 Forme de l'accord-cadre .....	3
<b>2. Organisation de la consultation .....</b>	<b>3</b>
2.1 Procédure de la consultation .....	3
2.2 Modalités de financement .....	4
2.3 Dispositions relatives aux groupements .....	4
2.4 Variantes libres – Variantes imposées – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) .....	4
2.5 Contenu du dossier de consultation .....	5
2.6 Modification de détail au dossier de consultation .....	5
2.7 Délai de validité des offres .....	5
<b>3. Retrait du dossier de consultation .....</b>	<b>5</b>
<b>4. Présentation des candidatures et des offres .....</b>	<b>6</b>
4.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures .....	6
4.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre .....	8
<b>5. Jugement des candidatures, des offres et attribution de l'accord-cadre .....</b>	<b>11</b>
5.1 Jugement des candidatures .....	11
5.2 Jugement des offres .....	11
5.3 Attribution de l'accord-cadre .....	12
<b>6. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres .....</b>	<b>13</b>
<b>7. Renseignements complémentaires .....</b>	<b>14</b>
<b>8. Procédures de recours .....</b>	<b>14</b>

# 1. Objet de l'accord-cadre – Caractéristiques principales

## 1.1 Objet de l'accord-cadre

La consultation a pour objet : La présente consultation a pour objet d'établir les termes régissant les missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs pour les opérations des Directions fonctionnelles de la Collectivité européenne d'Alsace

## 1.2 Lieu d'exécution

Lieu d'exécution : Alsace.

## 1.3 Durée de l'accord-cadre

La durée initiale de l'accord-cadre est fixée à 1 an à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2025 ou à compter de sa date de notification si cette dernière intervient ultérieurement.

## 1.4 Reconduction

L'accord-cadre à marchés subséquents pourra être reconduit 3 fois dans les conditions définies à l'article *Reconduction* de l'acte d'engagement et à l'article *Reconduction de l'accord-cadre* du CCP.

## 1.5 Forme de l'accord-cadre

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre en application des articles R. 2162-1 à 2162-6 du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre ne fait l'objet ni d'une décomposition en lots ni d'un fractionnement en tranches.

Aux termes de l'article R.2162- du Code de la commande publique, il sera exécuté en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commande. L'identification des prestations relevant de cette disposition, est décrite à l'article 1.2 du CCP.

Les raisons du non allotissement de l'accord-cadre sont les suivantes :

La coordination SPS relève du Code du travail (articles R. 4532-1 à R. 4532-76) et s'applique à tout chantier où interviennent plusieurs entreprises ou travailleurs indépendants, y compris sous-traitants. Elle est nécessaire tout au long du déroulement d'un chantier le nécessitant. En phase de conception, elle repose sur l'anticipation en matière d'organisation de chantier (approvisionnements, ordonnancement, mise en commun de moyens...) et sur la prise en compte des incidences de l'organisation retenue dans les marchés et contrats. En phase de réalisation, la coordination SPS consiste principalement à veiller à la mise en œuvre des mesures définies en phase de conception et à leur adaptation si nécessaire.

Les marchés subséquents, qui découleront de l'accord cadre, susciteront de la concurrence en touchant plusieurs opérateurs économiques.

Le montant maximum est fixé à l'acte d'engagement

L'accord-cadre sera conclu avec 5 opérateurs économiques, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres conformes.

# 2. Organisation de la consultation

## 2.1 Procédure de la consultation

Le présent accord-cadre est passé en application des articles R. 2162-1 à 2162-6 du Code de la commande publique et selon la procédure suivante :

Appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

## 2.2 Modalités de financement

Financement sur le budget annuel de la Collectivité Européenne d'Alsace en ressources propres.  
Le délai global de paiement est de 30 jours.

## 2.3 Dispositions relatives aux groupements

Le groupement momentané d'entreprises (GME) est un accord momentané entre des entreprises pour élaborer une offre commune en réponse à la présente consultation. Cet accord privé, qui s'organise dans le cadre de la liberté contractuelle n'obéit à aucune réglementation spécifique quant à sa constitution et son fonctionnement. Il permet aux entreprises de s'organiser pour répondre à la consultation pour laquelle elles ne pourraient soumissionner seules. Il n'a pas la personnalité morale et chaque entreprise membre dispose de la qualité de cotraitant.

L'Acheteur n'exige pas qu'un groupement d'opérateurs économiques ait une forme juridique déterminée lors de la présentation de l'offre (principe de l'intangibilité des candidatures posé par les articles L. 2142-1 et R. 2142-22.1<sup>er</sup> alinéa du code de la commande publique).

Toutefois, dans l'hypothèse d'un groupement conjoint (art. R. 2142-20.1<sup>er</sup> alinéa du code de la commande publique), l'Acheteur exigera que la constitution de ce dernier soit un groupement solidaire. Ainsi, l'acte d'engagement indiquera le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. Le règlement des prestations sera versé à chacun des cotraitants, c'est pourquoi l'acte d'engagement devra obligatoirement mentionner les coordonnées bancaires de chacun des membres (Art. 1 – « Contractant »). Il est rappelé que la solidarité du groupement solidaire ou du mandataire solidaire est une solidarité contractuelle de nature financière et que cette dernière ne pourra être étendue aux aspects techniques ni inclure une obligation de faire.

Si le mandataire du groupement attributaire du marché n'est pas solidaire, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'Acheteur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Sans préjudice des dispositions de l'article L2141-13 du Code de la commande publique et conformément à l'article R2142-26 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'Acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de ce dernier, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou entreprises liées. L'Acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

L'attention des entreprises est appelée sur les dispositions des articles L 420-1 à L 420-6, L462-3, L 462-7 et L 462-8 du Code de Commerce, relatives aux actions concertées, conventions, ententes expresses ou tacites ou coalitions sous quelque forme et pour quelque cause que ce soit, ayant pour objet ou pouvant avoir pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence.

## 2.4 Variantes libres – Variantes imposées – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Pour le présent accord cadre à marchés subséquents, la proposition de variante libre n'est pas autorisée. Il n'est pas prévu de variante imposée ni de PSE.

Pour chaque marché subséquent, les propositions de variante libre, de variante imposée ou de PSE seront déterminées dans chacune des lettres de consultation.

## 2.5 Contenu du dossier de consultation

Les documents de la consultation comprennent les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC)
- Le cadre d'acte d'engagement (AE) relatif à l'accord-cadre
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) relatif à l'accord-cadre
- Le cadre de bordereau des prix unitaires et forfaitaires
- Le cadre de détail estimatif
- Le cadre de décomposition des prix forfaitaires

## 2.6 Modification de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours ouvrés avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 2.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 5 mois à compter de la date limite de remise des offres.

# 3. Retrait du dossier de consultation

L'acheteur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/>

L'accès au téléchargement du DCE est direct et possible sans identification. Cependant, en cas de téléchargement anonyme, il appartient au candidat de se tenir à jour régulièrement des évolutions qui pourraient être apportées au DCE (compléments, corrections, modifications).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où elle renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenants en cours de procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions posées...)

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

L'Acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le représentant de l'Acheteur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par l'Acheteur, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard \*.zip (lisibles par Winzip, Quickzip)
- Adobe® Acrobat® \*.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader)
- \*.doc ou \*.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice)
- Rich Text Format \*.rtf
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, . . .).

## 4. Présentation des candidatures et des offres

Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française.

### 4.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

En application des articles L. 2142-1 à L. 2142-4 du code de la commande publique, l'Acheteur précise ci-dessous les conditions de participation auxquelles doivent répondre les candidats pour s'assurer qu'ils disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à exécuter le présent marché public.

Pour présenter leur candidature, les soumissionnaires doivent utiliser :

- Le DUME (Document Unique de Marché Européen). Vous pouvez créer ce document en quelques clics sur notre plateforme Alsace Marchés Publics. Des informations concernant le DUME sont disponibles dans le document « AMP\_DUME\_DETAILS » présent dans le dossier de consultation.
- Ou le DC1 (lettre de candidature) et le DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Il s'agit de deux solutions alternatives, si le candidat fait le choix du DUME, il n'a pas à utiliser les formulaires DC1 et DC2, et inversement.

Le candidat joindra également à son dossier de candidature un RIB (en complément des informations portées à 1 de l'Acte d'Engagement).

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

#### 4.1.1 Situation juridique

- DUME ou formulaire DC1 ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
- DUME ou formulaire DC2 ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
- Formulaire DC4 ou équivalent : Déclaration de sous-traitance, le cas échéant

#### 4.1.2 Capacité économique et financière

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par l'Acheteur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

#### 4.1.3 Capacités techniques et professionnelles

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des principales prestations similaires effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat ;
- Les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de trois ans seront pris en compte ;

- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des prestations de même nature que celle du contrat ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat.

Les certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats sont en particulier :

**Le soumissionnaire a l'obligation de joindre à son offre, l'attestation de compétence de niveau 1 (cf. article R. 4532-23 à R. 4532-29 du Code du Travail) pour la personne physique titulaire, le suppléant et en cas de déclaration d'un sous-traitant.**

L'Acheteur vérifiera les capacités professionnelles des candidats à partir de différentes caractéristiques et en particulier :

- **L'organisation** : l'identification et la clarté de la structure du candidat ;
- **Les compétences et moyens** :
  - Expériences et références du soumissionnaire dans les missions CSPS
  - Profil des intervenants, leurs CV dans le domaine de contrôle de travaux d'infrastructures routières et leurs attestations de compétence de niveau I ;
  - Clarté et étendue des méthodes de travail, moyens humains et matériels.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-12 du code de la commande publique, le candidat produira, pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'Acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA : Les articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du Code de la commande publique permettent aux candidats de ne pas fournir les documents et renseignements que l'Acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel, ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit. Le cas échéant, le candidat devra donc impérativement fournir les informations précitées à l'Acheteur.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur <https://alsacemarchespublics.eu>.

Dispositif  :

Cette consultation est éligible au dispositif DUME (Document Unique de Marché Européen). Ainsi en déposant une offre par ce dispositif, les candidats ont la possibilité de compléter le DUME sur notre plateforme Alsace Marchés Publics.

Ainsi, le DUME pré-rempli sur la base du numéro SIRET permettra de :

- Bénéficier d'une reprise des données d'identité de l'entreprise ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales.
- Une requête automatisée auprès des différentes administrations (INSEE, DGFIP, ACOSS, infogreffe, etc.) lancée en mode sécurisé par le Profil d'Acheteur de l'Acheteur permettra de récapituler l'ensemble des attestations requises que l'entreprise pourra corriger le cas échéant en cas d'obsolescence notamment ;
- D'attester de la souscription des assurances appropriées, de ne pas être dans l'un des cas interdisant de soumissionner aux marchés publics, du pouvoir d'engager la société ;
- De saisir ses effectifs, ses chiffres d'affaires globaux et liés à l'objet du marché sur les trois derniers exercices, si la situation juridique le permet (le formulaire est adapté pour que les sociétés récentes n'aient pas à renseigner tous les exercices).

Pour déposer un pli, il faut :

- Accéder à la consultation et cliquer sur l'onglet « Dépôts » ;

- Renseigner votre DUME en ligne ou fournir votre DUME en pièce libre au format .xml ;
- Joindre les documents complémentaires relatifs à la candidature si nécessaire et l'offre ;
- Après avoir accepté les conditions d'utilisation, cliquer sur « Valider ».

## 4.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- Un acte d'engagement (A.E.) (ci-joint à compléter, à dater et à signer électroniquement)  
Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation de l'Acheteur.
- Le bordereau des prix (unitaires et forfaitaires) dûment complété,
- Le détail estimatif dûment complété,
- Une note méthodologique qui contiendra :

### **Sur la base des missions confiées**

- Justification des habilitations des CSPS au regard des missions qui pourront leur être confiées et justification des expériences récentes pour des missions équivalentes ;

Les CV préciseront les expériences et qualifications professionnelles de chacun des membres de l'équipe.

### **Sur la base d'un projet Routier fourni ci-après :**

- Analyse du contexte de l'opération routière et des risques potentiels particuliers du point de vue de la sécurité et protection de la santé ;
- Organisation prévue, méthode et moyens prévus pour assurer la mission pendant le déroulement du chantier ;
- Dispositions prévues en matière de sécurité dans le PGCSPPS ;
- Méthode pour établir le DIUO.

Il est recommandé aux candidats de signer leur acte d'engagement électroniquement au moment du dépôt de leur offre. Si l'offre n'a pas été signée lors du dépôt, l'entreprise sera invitée, après attribution de l'accord-cadre à signer les pièces du contrat avec un certificat de signature électronique.

Afin d'assurer le respect de l'égalité de traitement des candidats, l'absence de tout document listé ci-dessus pourra conduire au rejet de l'offre.

Les offres devront être entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Les candidats veilleront particulièrement à renseigner dans l'acte d'engagement :

- Le numéro SIRET sur lequel sera imputée la facturation. Il doit correspondre à celui de l'établissement soumissionnaire ;
- Une adresse électronique de référence afin de permettre les échanges nécessaires à la consultation et à l'exécution du marché.

Il est à noter que toutes les correspondances liées au marché seront exclusivement effectuées par l'intermédiaire de la plateforme de dématérialisation des marchés publics : <https://alsacemarchespublics.eu>.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.



## **CREATION D'UNE ROUTE DE LIAISON**

### **(INDICATIONS NON CONTRACTUELLES ETABLIES COMME EXEMPLE POUR LA REMISE DE L'OFFRE)**

#### **Objectifs :**

- Délester d'une partie du trafic de transit les communes Sécuriser et faciliter les déplacements locaux, le réseau routier existant ne répond plus aux exigences actuelles
- Proposer un nouvel itinéraire pour les convois exceptionnels qui empruntent actuellement un réseau de routes inadaptées aux besoins
- Inscrire le projet dans une logique de désenclavement

#### **Enjeux spécifiques :**

- Paysage: soigner l'intégration paysagère
- Diversité et très grande richesse du milieu naturel : nombreuses espèces protégées et continuités écologiques : préserver la biodiversité locale
- Itinéraire convois exceptionnels, routes étroites et sinueuses : améliorer les déplacements
- Réseaux, conduite de gaz, fibre optique : améliorer les réseaux
- Présence de vestiges archéologiques : sauvegarder le patrimoine archéologique
- Aménagement foncier : limiter les impacts sur l'activité agricole
- Protéger les ressources naturelles

#### **Caractéristiques principales de l'opération :**

- Longueur : 7 km
- La liaison comporte 2 voies de circulation de 3 mètres avec deux accotements de 1,75 mètre revêtus ;
- 4 échanges à niveau : 3 carrefours en T et 1 giratoire ;
- Des chemins agricoles sont rétablis en concertation avec le monde agricole ;
- La réalisation d'un grand remblai de 8,50 m ;
- La construction d'un pont-rail d'une hauteur libre de 4,85m et de maîtrise d'ouvrage SNCF;
- La desserte d'une zone artisanale;
- Une voie affectée pour les transports exceptionnels de grande hauteur.

#### **Mesures environnementales :**

- Collecte de toutes les eaux de ruissellement sur chaussée par des cunettes bétons (1,50m) et traitement en bassins de décantation (2 bassins aériens et 3 bassins enterrés), puis rejet milieu naturel ;
- 36 passages à petites faunes pour assurer les continuités écologiques dont 15 crapauducs ;
- 8 ouvrages hydrauliques de rétablissement des écoulements naturels ;
- 43 ha de maîtrise foncière environnementale : 17,27 ha de zone humide et 25,89 ha de pelouses et prairies ;
- Des aménagements paysagers : haies, marres, vergers, alignements, bosquets...
- Boviduc, gîte à chiroptères...

#### **Mesures de réinsertion par l'emploi :**

- Dans le cadre du marché de terrassements-assainissement-chaussées, 3 000 heures de travail seront réalisées par des personnes éloignées de l'emploi.

#### **Les futurs travaux en quelques chiffres :**

- 150 000 m<sup>3</sup> d'extraction de déblais courants ;
- 100 000 m<sup>3</sup> de remblais d'apport
- 15 000 m<sup>3</sup> de masque drainant
- 80 000 m<sup>3</sup> de matériaux d'apport pour couche de forme ;
- 900 ml d'ouvrages pour passages à petites faunes et ouvrages hydrauliques ;
- 12 000 ml de cunettes béton ;
- 2 bassins aériens et 3 bassins enterrés de décantation ;
- 42 000 tonnes d'enrobés sous forme de grave bitume et béton bitumineux ;
- 3 000 ml de bordures et caniveaux ;

- 4 000 ml de chemin agricole ;
- 4 500 ml de glissières ;
- 36 ha de surface totale du chantier dont seulement 8 ha de surface imperméabilisée.

Planning des travaux et mise en service :

- Démarrage de travaux : octobre 2028
- Réalisation du Pont Rail sous MOA SNCF : janvier 2029

Ouverture à la circulation prévue fin 2030.

Marchés envisagés :

- Marché Terrassement Assainissement Chaussée et Glissière de Sécurité
- Marché Paysage
- Marché Travaux Environnementaux
- Marché Signalisation

---

Le cahier des clauses particulières (CCP) et les documents remis par l'Acheteur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

## 5. Jugement des candidatures, des offres et attribution de l'accord-cadre

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7 (examen des candidatures), R. 2152-1 à R. 2152-12 (jugement des offres) du Code de la commande publique et dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique. Les offres régulières, acceptables et appropriées et qui n'auront pas été rejetées en application des articles R. 2152-3 à R. 2152-5, seront classées par ordre décroissant en appliquant les critères d'analyse définis ci-dessous. Ce classement sera effectué par l'acheteur. L'offre classée n° 1 sera considérée comme "l'offre économiquement la plus avantageuse".

L'offre économiquement la plus avantageuse ne se confond pas avec l'offre au prix le plus bas. Les critères de sélection choisis ainsi que leurs modalités de mise en œuvre mentionnées ci-dessous, permettront au représentant de l'Acheteur de porter une attention toute particulière à la performance globale, à la qualité et aux modalités d'exécution des prestations de la présente consultation. Les attributaires (5) de l'accord-cadre à marchés subséquents, seront désignés par la Commission d'Appel d'Offres de l'Acheteur en vertu de l'article L. 1414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Aux termes des dispositions de l'article L. 1414-2 du CGCT, le rejet des offres inappropriées, irrégulières ou anormalement basses n'est pas prononcé par la CAO. Toutefois, le représentant de l'Acheteur présentera à ladite Commission, tous les éléments et les raisons qui ont amené ce dernier à juger une offre inappropriée, irrégulière ou anormalement basse et ainsi la rejeter. Les décisions de rejet, qui appartiennent au seul Acheteur qui signera le contrat, ne pourront être notifiées avant que la CAO ne se soit prononcée sur les titulaires pressentis.

À tout moment, l'Acheteur pourra abandonner la procédure de consultation et la déclarer sans suite (art. R. 2185-1 du code de la commande publique). Il communiquera et justifiera aux candidats, dans les plus brefs délais, les raisons pour lesquelles la procédure a été déclarée sans suite (art. R. 2185-2 du code susvisé).

### 5.1 Jugement des candidatures

Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection sont les **capacités techniques, financières et professionnelles**.

L'Acheteur se réserve la possibilité d'éliminer les candidatures ne répondant pas aux exigences précisées le cas échéant dans le règlement de la consultation et pouvant porter notamment sur la capacité (diplômes, certificats, qualifications professionnelles de niveau 1 ...)

### 5.2 Jugement des offres

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
<b><u>Prix des prestations</u></b>	<b>60 %</b>
<b><u>Valeur Technique</u></b> <i>Englobant les aspects techniques, économiques-financiers et réglementaires, son caractère « force de propositions » et la méthodologie envisagée pour l'ensemble des missions de CSPS.</i>	<b>40 %</b>

#### Prix : 60/100

- Montant du Détail Estimatif : ce critère est noté selon la formule de notation : Note du Prix = (Montant HT de l'offre la plus basse / Montant HT de l'offre examinée) x 40. (40%)
- Pertinences des prix, temps passés, justifications et explications par missions, au regard des simulations de consultations : 20 points (20%)

Si lors de l'examen des offres pour ce critère, le représentant de l'Acheteur estime nécessaire d'approfondir le contenu d'un ou plusieurs prix forfaitaires mentionnés dans le détail estimatif, ceux-ci devront lui communiquer, en complément des décompositions des forfaits demandés expressément par le représentant de l'Acheteur, toutes les informations demandées ou souhaitées.

Ce sont les prix forfaitaires figurant dans le bordereau des prix et ceux demandés expressément par le représentant de l'Acheteur, qui formeront la base financière du présent marché de CSPS.

Le soumissionnaire n'ayant pas complété un ou des prix forfaitaires mentionnés dans le bordereau des prix ou n'ayant pas fourni la décomposition d'un prix forfaitaire expressément demandé, son offre sera déclarée « irrégulière » au motif d'une offre incomplète.

### **Valeur technique : 40/100**

- Composition de l'équipe, des expériences et qualifications professionnelles de chacun des membres de cette équipe (25% soit 10 points)

Sur la base du projet routier fourni à l'article 4.2 dans le présent document :

- Analyse du contexte de l'opération routière et des risques potentiels particuliers du point de vue de la sécurité et protection de la santé (20% soit 8 points)
- Pertinence des modalités d'intervention, des temps passés et de l'organisation adoptés pour l'accomplissement des missions (25% soit 10 points)
- Pertinence des dispositions prévues en matière de sécurité dans le Plan de Prévention (PGCSPS). Un exemple de PGCSPS pour des infrastructures routières au regard de l'exemple fourni pourra être rédigé. (20% soit 8 points)
- Pertinence des méthodes pour établir le DIUO (10% soit 4 points)

Pour l'analyse, le nombre de points obtenu sur les 40 pour le critère de la « valeur technique » de l'offre analysée, est obtenu comme suit :

**NPVT = Addition des points obtenus pour chaque sous-critère mentionné ci-dessus**

#### *Rectification des offres :*

En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications des prix en chiffres portées sur le bordereau des prix prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le détail estimatif fictif sera rectifié en conséquence.

En cas d'erreur de multiplication, d'addition ou de report dans le détail estimatif fictif, l'acheteur rectifiera ce document pour l'analyse du critère prix.

Sera déclarée comme irrégulière, une offre, qui, tout en apportant une réponse au besoin de l'Acheteur est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées au sein des documents de la consultation.

### **5.3 Attribution de l'accord-cadre**

Si l'offre n'a pas été signée lors du dépôt, l'entreprise sera invitée, après attribution du contrat, à signer les pièces de ce dernier avec un certificat de signature électronique. La Collectivité européenne d'Alsace exige, pour la signature des actes d'engagement, le format PDF pour les documents et le format PADES pour la signature électronique.

Conformément à l'article R. 2143-6 à 2143-10 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner et l'attestation d'assurance (art. 13 du CCP) dans un délai de 10 jours à compter de la demande de l'acheteur.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que l'accord-cadre ne lui soit attribué.

## 6. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

**La Collectivité Européenne d'Alsace préconise**, pour les documents nécessitant une signature électronique, **le format PDF pour les documents** et **le format PADES pour la signature électronique**.

La transmission des documents par voie électronique est imposée. Elle se fait à l'adresse suivante : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/>.

Une **assistance** à l'utilisation de la plateforme est disponible du lundi au vendredi, de 09h à 12h et de 14h à 17h au **numéro unique** suivant : **03.69.49.39.10** ou par **mail** : **contact@alsacemarchespublics.eu**.

Il est interdit de transmettre des plis via un autre moyen électronique (courriel, plateforme de téléchargement...), dans ce cas, les plis seront détruits. De même, la transmission des plis au format papier est interdite, hormis pour les copies de sauvegarde.

Le fuseau horaire de référence sera celui de Paris.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Si un nouveau dépôt électronique est effectué par le même candidat, celui-ci annule et remplace le précédent dépôt, il sera considéré comme une offre complète et doit contenir tous les éléments attendus.

### Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise à l'adresse ci-dessous, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise.

### Adresse :

**Collectivité européenne d'Alsace**  
Direction des Achats et de la Commande Publique  
Guichet Unique de Réception des Plis  
100 Avenue d'Alsace  
BP 20351  
68006 COLMAR Cedex

Horaires d'ouverture en cas de remise directe :  
du lundi au vendredi de 9h00 à 11h30 et de 14h00 à 16h30

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits dans l'arrêté du 22 mars 2019 modifié par l'arrêté du 14 avril 2023.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure.

## 7. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande :

- De manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/>

Seules les demandes adressées au moins 10 jours ouvrés avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part de l'acheteur.

Une réponse sera adressée au plus tard 6 jours ouvrés avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures et/ou des offres* du présent document.

## 8. Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

**Tribunal Administratif de Strasbourg**  
31 avenue de la Paix  
BP 51038  
67070 STRASBOURG CEDEX

Tél : 03 88 21 23 23

Courriel : [greffe.ta-strasbourg@juradm.fr](mailto:greffe.ta-strasbourg@juradm.fr)

Adresse internet (U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr>

La décision d'attribution peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Président de la Collectivité européenne d'Alsace dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision attaquée.

Elle peut également faire l'objet des recours suivants devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans les conditions prévues par les textes et la jurisprudence :

- Référé précontractuel jusqu'à la date de signature du marché par la personne publique (articles L551-1 et R.551-1 et suivants du code de justice administrative).
- Référé contractuel dans les 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution au JOUE ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat, ou, en l'absence de publication d'un tel avis ou de la notification précitée, dans les 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat (articles L551-13 et R 551-7 et suivants du CJA).
- Recours pour excès de pouvoir (en cas de contestation des clauses réglementaires du contrat) dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision ou de l'acte attaqué en procédure formalisée (article R.421-1 du code de justice administrative).
- Recours de pleine juridiction ouvert à tout candidat évincé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (CE, 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne n°358994).

Vous avez la possibilité de déposer votre requête :

1. Soit en mains propres à l'accueil de la juridiction ;
2. Soit par voie postale à l'adresse indiquée plus haut ;
3. Soit par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens (la procédure est détaillée sur le site internet dédié <https://www.telerecours.fr/particuliers-personnes-droit-prive/>) ».

Différends liés à l'exécution du marché de chacun des lots (article R.2197-1 du Code de la commande publique) l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional du Règlement Amiable des Litiges

**Préfecture de Meurthe et Moselle**

1 rue du Préfet Claude Erignac  
54038 NANCY CEDEX

Tél : 03 83 34 25 65

Télécopie : 03 83 34 22 24

Courriel : [caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr](mailto:caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr)

Adresse internet (U.R.L) : <http://meurthe-et-moselle.gouv.fr>

## ANNEXE : EXIGENCES RELATIVES AU CERTIFICAT DE SIGNATURE

### Certificat de signature :

Le certificat de signature du signataire doit être conforme au règlement « eIDAS » ou équivalent et respecter le niveau de sécurité exigé. Le RGS (référentiel général de sécurité) est remplacé par le règlement « eIDAS » depuis le 1er octobre 2018.

Néanmoins, les candidats disposant déjà d'un certificat « RGS », celui-ci reste utilisable jusqu'au terme de sa période de validité.

#### **- Cas 1 : Certificat émis par une Autorité de certification « reconnue » - Aucun justificatif à fournir**

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans la liste de confiance suivante :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/confiance-numerique/la-signature-electronique-dans-le-cadre-des-marches-publics/>

Les candidats européens trouveront également la liste complète des prestataires sur la liste de confiance tenue par la Commission européenne :

<https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

#### **- Cas 2 : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance - Différents justificatifs à fournir**

La plateforme de dématérialisation accepte tous les certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité (RGS) et « eIDAS ».

Le candidat s'assure par lui-même que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité défini par le Référentiel général de sécurité (RGS) ou « eIDAS », et en fournit les justificatifs dans sa réponse électronique.

Le candidat fournit également tous les éléments techniques permettant à l'acheteur de s'assurer de la bonne validité technique du certificat utilisé.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants :

a) tout élément permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, politique de certification, adresse du site internet du référencement de l'Autorité de certification),

b) les outils techniques de vérification du certificat (chaîne de certification complète jusqu'à l'Autorité de Certification racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation des certificats).

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

### Outil de signature utilisé pour signer les fichiers :

La réglementation autorise le soumissionnaire à utiliser l'outil de signature de son choix.

#### **- Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme - Aucun justificatif à fournir**

La plate-forme intègre un outil de signature électronique, qui réalise des Jetons de signature au format réglementaire XAdES.



Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

**- Cas 2 : Le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré à la plate-forme - Différents justificatifs à fournir**

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui de la plate-forme, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- a) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- b) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

# DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) .....

Agissant en qualité de .....

Nom et adresse de l'entreprise : .....

.....

**déclare sur l'honneur ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique.**

*N.B. : Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du Code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.*

## **Documents de preuve disponibles en ligne :**

Adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

- Adresse internet : .....

- Renseignements nécessaires pour y accéder : .....

.....

.....

Fait à .....

Le .....

Signature .....

.....